

Mobilisation intersyndicale Élan_Commun, SEA-UNSA, FOEA, CFDT EFRP.

ACTUS MILITANTES



Nos organisations continuent le travail en intersyndicale pour exiger des moyens et d'autres choix budgétaires pour le service public d'Éducation et les personnels. Budget, postes, rentrée 2026: nous soutenons les mobilisations en cours et à venir (rassemblements, actions avec les parents d'élèves, grèves locales etc) et appellent à les amplifier en particulier sur la semaine du 30 mars au 3 avril.

Depuis plusieurs mois, nos organisations Élan commun (FSU, CGT Agri et SUD Rural Territoire), FO-EA, SEA-UNSA et CFDT EFRP **dénoncent les choix budgétaires du gouvernement dans la Fonction Publique** : suppressions d'emplois et blocage de toute revalorisation salariale. Ces choix ne peuvent que dégrader encore davantage un service public d'Éducation déjà exsangue.

A l'Éducation nationale que ce soit dans le premier degré, où les cartes scolaires vont débiter dès la semaine prochaine et s'accompagner de l'annonce de milliers de fermetures de classes, ou dans le second degré, où les opérations de préparation de rentrée sont bien avancées (suppressions de divisions qui entraînent une augmentation des effectifs dans les classes, réduction de l'offre de formation, complément de service, chantage aux moyens pour maintenir des groupes de niveau...), les craintes sont majeures et des mobilisations nombreuses existent.

Dans l'Enseignement Agricole Public, avec un budget 2026 qui demeure nettement insuffisant pour répondre aux missions dévolues à l'EAP, depuis des semaines, des actions se multiplient également : action de grève et de mobilisation à la DRAAF en Bourgogne Franche Comté, conférence de presse, interpellation des parlementaires en Nouvelle Aquitaine contre les suppressions de postes et de classes, grève dans les CFPPA des Pays de la Loire, actions en Occitanie. D'autres actions sont prévues. Tout montre donc la détermination à dénoncer des choix qui vont, à rebours, de la nécessaire amélioration des conditions de travail des personnels et d'étude des élèves et étudiant·es.

Nous dénonçons ce budget 2026 synonyme de dégradation des conditions de travail, de poursuite du déclassement salarial de nos professions et de mise à mal des ambitions émancipatrices du service public d'Éducation. Nous dénonçons la vision budgétaire et court-termiste du gouvernement : la variable démographique ne peut être la boussole principale des choix en matière de moyens pour l'Éducation. Cette fuite en avant doit cesser. Nous alertons dès maintenant sur la nécessité de préserver l'Éducation dans le prochain budget et l'enseignement agricole public en particulier. Un paradoxe complet alors que l'enseignement agricole devrait être une priorité de notre Ministère suite à la loi d'Avenir de l'Agriculture.

Dans l'action !

Pour **dénoncer et refuser** le manque **d'ambition en terme d'emplois de la rentrée 2026** et leurs conséquences, **exiger un budget 2027** avec des mesures de **créations d'emplois** et de **revalorisation salariale sans contreparties**, nous soutenons les mobilisations en cours et à venir (rassemblements, actions avec les parents d'élèves, grèves locales etc) et appelent à les amplifier en particulier sur la semaine du 30 mars au 3 avril. Au cours de cette semaine de mobilisation, nos organisations appellent en particulier, partout où cette date ne fait pas obstacle à d'autres actions déjà organisées à une journée de grève le mardi 31 mars.

Nos organisations continuent le travail en intersyndicale pour exiger des moyens et d'autres choix budgétaires pour le service public d'Éducation et les personnels.

A

Paris,

le

27/03/26



unies & engagées

pour le service public et ses agent-e-s
pour la transformation sociale et environnementale



ÉDUCATION FORMATION
RECHERCHE PUBLIQUES



Enseignement
Agricole

